



**FORUM POUR LE RENFORCEMENT DE LA SOCIETE CIVILE**

**Burundi**

**Les établissements scolaires à régime d'internat risquent de fermer si le gouvernement ne revoit pas à la hausse les subsides pour nourrir les élèves**

**Rapport sur la gouvernance et les droits  
économiques et sociaux au Burundi**

**novembre 2022**

## TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES .....	i
0. INTRODUCTION .....	1
I.CRISE CONTINUE DE CARBURANT ET SPECULATIONS RECCURENTES SUR LA COMMERCIALISATION DE CERTAINS PRODUITS STRATEGIQUES.....	1
II.DES RANCONNEMENTS ET EXIGENCES DE CONTRIBUTIONS FINANCIERES PERDURENT MALGRE LA SITUATION DE CRISE ECONOMIQUE GENERALISEE.....	4
III. HAUSSES VERTIGINEUSES DE PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES .....	6
IV.DES IRREGULARITES ET DES FRAUDES DANS LES SERVICES DE L'ANAGESA .....	10
V.PHENOMENE RECCURENT DE DESTRUCTION MECHANTE DES CHAMPS DE CULTURES EN PROVINCE KAYANZA.....	11
VI. DES MESURES ADMINISTRATIVES ET DES COMPORTEMENTS INJUSTES QUI AFFECTENT LA SURVIE DES CITOYENS.....	13
VII. EDUCATION NATIONALE : DE L'INSUFFISANCE DES SUBSIDES SCOLAIRES A LA PROBLEMATIQUES DES CLASSES PLETHORIQUES .....	13
VII.1. La flambée des prix des produits alimentaires de base affecte l'alimentation des élèves dans les établissements à régime d'internats .....	13
VII.2. Classes pléthoriques, obstacle à l'enseignement de qualité .....	14
VIII. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	16

## **0. INTRODUCTION**

La crise socio-économique s'accroît au Burundi, suite au désordre qui caractérise la gestion de l'Etat. L'autorité de l'Etat chancelle, et s'affaiblit laissant derrière elle une crise économique d'une grande ampleur. La crise continue de carburant, les spéculations récurrentes sur la commercialisation des produits stratégiques dont le ciment BUCECO, les produits BRARUDI et les produits de première nécessité frappent durement l'économie nationale et la survie des ménages burundais. Les mesures politiques mal pensées telle la création de l'Agence Nationale de Gestion du Stock de Sécurité Alimentaire (ANAGESA), aggravent la situation.

Le rapport du mois de novembre 2022 aborde ces différents aspects dans ses premiers chapitres. Il dénonce dans d'autres chapitres qui suivent, des comportements et des mesures administratifs injustes qui nuisent à la survie des gens et aux droits et libertés des citoyens.

Nous revenons à la fin du rapport sur les défis qui hantent le secteur de l'éducation quelques semaines avant la clôture du premier trimestre 2022-2023. Il s'agit en l'occurrence de l'insuffisance des subsides scolaires dans écoles à régime d'internat, la problématique des classes pléthoriques et le manque de bancs pupitres.

## **I. CRISE CONTINUE DE CARBURANT ET SPECULATIONS RECURRENTES SUR LA COMMERCIALISATION DE CERTAINS PRODUITS STRATEGIQUES**

Malgré la hausse récente des prix du carburant, des produits de la BRARUDI et du ciment BUCECO, le pays continue de vivre et de souffrir des pénuries et des spéculations autour de ces produits combien stratégiques. Le Président Evariste Ndayishimiye avait rassuré le peuple burundais qu'il avait pris en main la question du carburant et que le pays n'allait plus manquer ce produit. La réalité est tout autre, les stations d'essence ont tari, les files d'attente ont repris de plus belle dans tout le pays et le coût du ticket de transport ne cesse d'augmenter.

**En province Bujumbura**, des dépôts et bars, des stations d'essence, des magasins passent deux à trois semaines sans approvisionnement. Quand ils parviennent à être approvisionnés, la distribution est organisée de façon à satisfaire en priorité des ténors du parti au pouvoir.

Rassurés de ne pas être inquiétés et fiers de leur appartenance au parti au pouvoir, des commerçants montent à leur guise les prix des différents produits en violation flagrante des lois fixant les prix officiels de ces produits.

Ce phénomène de spéculation frappe également le ciment BUCECO. Alors que son prix officiel a été récemment revu à la hausse, passant de 24500FBu à 28500FBu pour un sac de 50kg 32.5, cette quantité est vendue entre 32000 et 35000FBu. Pour un sac de ciment de 50kg 42.5, il est vendu entre 38000 et 40000FBu alors que son prix officiel est de 34000FBu. Les vendeurs créent d'abord une pénurie avant d'augmenter ces prix.

**En province Ngozi**, le Gouverneur Emmanuel Ntaconsanze dit avoir pris en main le commerce du ciment BUCECO. Ceux qui veulent du ciment se font inscrire au bureau provincial et ce dernier se charge de la distribution en tenant compte de la quantité du ciment disponible. Ceci n'a pas empêché la prolifération des marchés noirs et la fraude autour de ce produit qui se vend en cachette entre 38000FBu et 42000FBu.

Suite à un manque criant de carburant, la province a connu de sérieuses difficultés de transport des personnes et des biens. A titre d'illustration, la route RN15 (Gitega -Ngozi) pouvait passer plus d'une heure sans qu'aucun véhicule n'y passe. On observait sur la route beaucoup de personnes en attente de véhicules de transport. Sur toutes les stations implantées dans la ville de Ngozi et aux environs, aucune station ne possédait de l'essence. Certaines stations avaient seulement du mazout. Des enseignants qui habitent la ville de Ngozi avaient des difficultés de trouver de déplacement pour se présenter à leur service situé dans les communes environnantes.

**En Mairie de Bujumbura**, cette période a été également très difficile pour les passagers et les conducteurs de véhicules qui utilisent l'essence. De longues files d'attente étaient visibles sur différentes stations services. Des pompistes en profitaient pour exiger des pots de vin.

**En province Cankuzo**, la situation est la même en ce qui concerne le défi lié à la spéculation autour des produits stratégiques à savoir les boissons BRARUDI, le ciment et le carburant. Le coût de la bouteille de 65 cl d'Amstel varie suivant les endroits. Il était entre 2800 et 3000FBu en commune Mishiha, 2700 et 2800FBu en communes Kigamba, Gisagara et Cendajuru. En commune Mishiha, ce sont les tanzaniens qui en consomment le plus. Pour la commune Cankuzo les prix des produits BRARUDI sont respectés. Concernant le ciment BUCECO, aucun sac ne pouvait être trouvé dans les lieux de vente connus de Cankuzo. Lorsqu'un camion débarque une fois le mois, l'administration supervise la distribution à 29.000FBu le sac de 32.5. Juste après l'opération, les commerçants le revendent au marché noir à 35.000FBu le sac.

**En province Makamba**, nous y avons également observé une carence des produits pétroliers sur toutes les stations services. Le litre d'essence s'achetait à 8000FBu au marché noir. Cette situation a engendré une hausse du ticket de transport. Le trajet Makamba -Bujumbura est passé de 10000FBu à 25000FBu dans les agences de transport, et à 20000FBu pour les petites voitures. La situation est la même pour les transporteurs qui utilisent les motos : le coût d'une course a doublé. Un trajet qui était à 500FBu a été revu à 1000FBu.

**En province Mwaro**, un sac de ciment BUCECO de 32.5kg coûte 38000FBu alors que le prix officiel est de 28500FBu. Ce produit n'est trouvable que dans de rares boutiques des privilégiés du pouvoir. Le seul type de ciment qu'on trouve dans les magasins est le type Simba ou Dangote importé qui se vend à 50000FBu le sac. Le sucre pour le moment est trouvable à 2500FBu le kilo. Quant au carburant, il était trouvable à la seule station dite « Station Prestige de Mwaro » qui appartiendrait à la famille présidentielle.

**En province Rumonge**, la pénurie des produits BRARUDI persiste. Les habitants regrettent le manque de ces produits au moment où cette entreprise ne cesse de les exporter vers la République Démocratique du Congo. Lors de notre passage aux alentours du port commercial

de Rumonge le 9 novembre 2022, six camions- remorque bien chargés de produits BRARUDI étaient garés devant l'entrée de ce port. Nous avons appris que ces camions font des relais sur ce port pour embarquer ces produits en RDC.

**En province Cibitoke**, la récente mesure qui a revu à la hausse les prix des boissons BRARUDI n'est pas dutout respectée. L'Amstel 65 cl et l'Amstel royal se vendent à plus de 3000FBu alors que les prix officiels sont respectivement de 2500 et 2600FBu. Les autres boissons à savoir l'Amstel bock, la primus et les limonades connaissent une hausse illégale d'au moins 200 FBu par bouteille. La spéculation touche également le commerce du ciment BUCECO qui est produit sur place. Le sac de 50 kg est récemment passé de 24500FBu à 28500FBu mais il faut déboursier au moins 37000 FBu pour s'en procurer, là aussi avec peine car ce produit est devenu rare sur le marché local.

## **II. DES RANCONNEMENTS ET EXIGENCES DE CONTRIBUTIONS FINANCIERES PERDURENT MALGRE LA SITUATION DE CRISE ECONOMIQUE GENERALISEE**

Des membres de la ligue des jeunes Imbonerakure ont sillonné les collines des communes de la **province cibitoke** pour exiger des contributions financières à la population en vue de la célébration de la semaine dédiée aux combattants célébrée le 15 novembre de chaque année. Les habitants ont dénoncé des intimidations et la terreur qui ont caractérisées cette opération. Tout le monde était concerné, membres et non-membres du parti au pouvoir. Des boutiquiers et tenanciers de kiosques, des conducteurs de motos et chauffeurs de véhicules de transport en commun, les sommes collectées variaient entre 5000FBu et 30000FBu et rien n'était donnée en contre-partie de l'argent donné. Un motard contacté au chef-lieu de la commune Rugombo précise que les montants collectés n'étaient pas proportionnels aux revenus de chaque citoyen. Des personnes présumées opposants politiques étaient intimidées et contraintes de payer plus par rapport aux proches du pouvoir. Certains se pliaient aux menaces de fermeture des stands occupés dans différents marchés.

**En province Bubanza**, des Imbonerakure ont également sillonné les collines pour la collecte des contributions non seulement pour la célébration de la journée du combattant, mais aussi pour la prise en charge des blessés et des veuves des combattants Imbonerakure impliqués dans l'intervention militaire en cours en RDC.

**En province Rutana**, la Direction Provinciale de l'Enseignement a exigé à tous les élèves, tant du secteur public que du privé, de payer chacun une somme de 500FBu. Cet argent servirait à confectionner des logos indiquant la direction provinciale, communale, et le nom de leurs établissements à mettre sur les uniformes. Les parents regrettent cette mesure qui n'avait pas été concertée. Ils dénoncent une manière choisie par la DPE pour collecter de l'argent pour son propre compte.

**En province Cibitoke**, les gardiens du cachot du commissariat provincial de police exigent à toutes les personnes qui visitent les détenus de payer chacune 1000FBu pour en avoir l'autorisation. En plus, chaque nouveau locataire de cette petite cellule est contraint de verser de l'argent avant de franchir la porte du cachot. Au Moment de notre passage le 11 novembre 2022, ledit cachot contenait au moins 110 détenus, alors que sa capacité d'accueil est de 20 détenus seulement.

**En province Rumonge**, des personnes qui se disent sous la protection de leur parti politique le CNDD-FDD se sont appropriées des sites d'exploitation du matériel de construction, des sites de pêche sur le lac Tanganyika, des champs de palmiers à huile, des marchés publics et se permettent d'imposer des paiements qu'elles appellent des « taxes » à quiconque veut exploiter ces différents lieux.

Le nommé Bigirimana Ulimwengu, président de la coopérative FOMACORU et secrétaire communal de la ligue des jeunes Imbonerakure est connu de la localité pour avoir imposé de lourds paiements à chaque camion qui s'approvisionnait en briques, sables et moellon sur au moins 5 sites d'extraction dont sa coopérative avait le monopole. Il s'agit du site du sable situé sur la colline Mutambara, le site de gravier situé dans la rivière Bizimba, le site des briques de

Kagoti en zone Buruhukiro, ainsi que celui de la colline Muhanda. Sa coopérative avait ainsi le droit de percevoir des « taxes » dans ces différents sites et sur chaque camion qui venait s'approvisionner.

Lors de sa visite en province Rumonge le 15 novembre 2022, le Premier Ministre Gervais Ndirakobuca a suspendu toutes ces collectes, recommandant que tous ces fonds soient saisis et remis au trésor public, mais le nommé Ulimwengu a refusé de s'exécuter, ce qui valu son arrestation en date du 20 novembre 2022. Ce dernier avait en effet continué à collecter ces fonds en dates du 16, 17 et 18 novembre 2022, alquant qu'il était sous la protection des chefs au sommet du parti au pouvoir.

La collecte des fonds par le comité du marché central de la commune Rumonge a été également suspendue. Dans ce marché de 800 stands, chaque commerçant devrait payer une somme comprise entre 2000 à 3000FBu par mois, soi-disant pour payer les veilleurs de ce marché.

Consécutivement à la mesure de suspension des collectes illégales de fonds, la nouvelle autorité à la tête de la province, Léonard Niyonsaba a aussitôt revu à la baisse les prix des matériaux de construction. Un camion de moellon par exemple qui étaient acheté à 120 000 est revenu à 90 000 FBu. Le prix du sable, de la terre rouge et des briques a également été revu à la baisse.

### **III. HAUSSES VERTIGINEUSES DE PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES**

La population burundaise se trouve dans le désarroi total suite à la montée vertigineuse des prix des produits alimentaires de base. Cette hausse des prix s'observe dans tout le pays dans un contexte généralisé de paupérisation de la population.

Dans différents marchés de la **Mairie de Bujumbura**, la situation est inquiétante depuis pratiquement le mois de juillet 2022. Elle s'explique notamment par la faiblesse de la production nationale suite au manque d'engrais chimiques, et de devises nécessaires pour l'importation. La mesure du Ministre du commerce relative à la levée de l'interdiction sur l'importation des

céréales n'a pas produit les effets escomptés. Des experts proposent l'exonération sur les produits vivriers les plus consommés dans les ménages comme le riz, le maïs et le haricot. Des ménages ne parviennent plus à nourrir correctement leurs membres.

**Le tableau suivant montre la situation actuelle des prix de ces produits dans différents marchés de la capitale économique.**

<b>Nom du produit</b>	<b>Unité de mesure</b>	<b>Prix Actuel</b>	<b>Ancien prix</b>	<b>Ecart</b>
Farine de maïs	1kg	2400	1800	600
Riz Tanzanien	1kg5	4500	3000	1500
Riz Zambien	1kg	3200	2400	800
Haricot Kinure	1kg	2500	1700	800
Haricot Kirundo	1kg	2200	1500	1000
Graines de maïs	1kg	2200	1700	500
Huile de palme	1,5l	5300	6500	1200
Huile de coton	1,5 l	1300	10500	2500
Oignon rouge	1kg	1400	1100	300
Oignon Blanc	1kg	1800	1600	200
Pomme de terre	1kg	1000	800	200
Farine de manioc	1kg	1800	1200	600

On observe une forte augmentation des prix des produits alimentaires les plus consommés par la population burundaise.

**En province Bujumbura**, la province frontalière de la capitale économique qui constituait jadis le grenier de cette dernière, la situation est plus grave si l'on compare les deux endroits.

<b>Désignation</b>	<b>Prix par kg ou par litre avant la hausse</b>	<b>Prix après la hausse</b>	<b>Ecart en FBu</b>
Pomme de terre	1400	1700	300
Petits pois	3000	5500	2500
Farine de manioc	1800	2200	400
Graines de maïs	2000	2400	400
Farine de maïs	2400	2600	200
Riz	4500	5500	1000
sucre	3000	3500	500
Huile de palme	3000	5500	2500
Farine de bouillie	2500	4000	1500
Sel de cuisine	1500	2000	500
Thé	4000	4500	500
Haricots	2500	3500	1000

On observe des prix et des augmentations très élevés des produits de base. A titre d'exemple le haricot est plus cher qu'en Mairie de Bujumbura car il coûte 3500 FBu avec une hausse de 1000FBu. La farine de maïs et de manioc coûtent respectivement 2600FBu et 2200 FBu, alors qu'ils coûtent 2400 et 1800FBu en Mairie de Bujumbura.

**En province Muramvya**, après une visite dans différentes boutiques et au marché central de Muramvya en date du 15 novembre 2022, le constat se retrouve dans le tableau suivant dans lequel nous comparons les prix de ce jour aux prix de juillet 2022.

Article	Mesure	Prix au mois de juillet 2022	Prix actuel au 15 novembre 2022	
		Prix	Prix	Ecart
Riz	1 kg	3.500	4.000	500
Haricot	1kg	2.700	2.400	-300
Farine de manioc	1kg	2.500	2.200	-300
Farine de maïs	1kg	2.200	2.300	100
Sel de cuisine	1kg	1.000	1.200	200
Huile de palme	Un bidon 5 L	15.000	16.000	1000
Banane	1 bon régime	15.000-17.000	13.000-14.000	-2000 à -3000
Patate douce	Un bon panier	7.000	8.000	1000
Pomme de terre	1kg	1.300	1.400	100
Sucre	1kg	5.000	2.800 (trouvable aujourd'hui)	-2200
Manioc	3 pièces	1.500	1.700	200
Colocase	Un bon panier	12.000	14.000	2000
Viande	1 kg	12.000	13.000	1000
Ciment BUCECO	1 sac	40.000	35.000 (très rare)	-5000
Carburant	1 litre d'essence ou mazout	Introuvable dans les stations 8.000-9.000 en cachette	Introuvable dans les stations (en cachette : 1 litre 6.000)	

Même si les prix actuels restent très élevés, on observe une légère diminution des prix sur les marchés si l'on compare les mois de juillet et novembre 2022. Des sources sur place en province Muramvya disent que les autorités provinciales usent de leurs influences pour combattre les spéculations sur les marchés, ce qui est une bonne chose.

**En province Cibitoke**, le prix du kg de haricot et de riz a sensiblement augmenté, passant respectivement de 1800 et 2400 à 2200 et 3800FBu. La hausse spéculative des produits BRARUDI, en l'occurrence la primus très prise localement est la cause de la flambée des prix des produits alimentaires de base. L'agriculteur règle le prix de ses récoltes suivant le prix de cette bière qu'il consomme après le marché. Contacté à ce propos, le Gouverneur de Cibitoke confirme cette situation à la fois de pénurie et de hausse généralisée des prix des produits essentiels. Cette autorité met en garde tout de même certains commerçants spéculateurs, menace ces derniers des sanctions sévères conformément à la loi tout en invitant la population à dénoncer tous les cas de spéculation observés au niveau de toute la province.

#### **IV.DES IRREGULARITES ET DES FRAUDES DANS LES SERVICES DE L'ANAGESA**

Dans un contexte de pénurie et de montée vertigineuse du prix du maïs et de ses dérivés, le ministère de l'agriculture et de l'élevage a annoncé, en date du 25 novembre 2022, qu'il allait procéder, à partir du 28 novembre 2022, à la vente du maïs se trouvant dans les stocks de l'Agence Nationale de Gestion du Stock de Sécurité Alimentaire (ANAGESA). En effet, à partir de cette date, des stocks de maïs ont été vendus à 1200FBu le kilo dans différentes communes du pays qui avaient collecté le produit. L'ANAGESA avait collecté ce maïs à raison de 800FBu le kg.

**En province Ngozi**, précisément en commune Tangara, l'activité n'a duré qu'une journée et les vendeurs ont déclaré que le stock était épuisé, ce qui a étonné la population. Par la suite, le Secrétaire Permanent du Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et du Développement Communautaire, accompagné par le Gouverneur de la province Ngozi sont arrivés sur le lieu le

30 novembre 2022 pour s'enquérir de la situation. La population les a reçus avec des lamentations. Après des enquêtes, le responsable de l'ANAGESA en commune Tangara s'est rendu coupable de détournement de 13 tonnes et 240kg. Il a été arrêté et conduit au cachot.

**En province Rutana**, le premier jour de distribution a été marqué par des désordres, des bousculades et du favoritisme. Des citoyens sont rentrés bredouille, alors qu'ils avaient passé toute la journée sur le lieu de vente. Ils ont dénoncé le fait qu'il y avait des personnes privilégiées dont des policiers, des administratifs et des commerçants qui recevaient facilement de grandes quantités de maïs.

Dans d'autres communes du pays, en plus des commerçants, des administratifs, des militaires et des policiers, les militants influents du parti CNDD-FDD ont seuls bénéficié des quantités importantes de grains de maïs. Les simples citoyens n'ont reçu que quelques kgs. En communes Kayokwe (province Mwaro), Kayanza (province Kayanza) et Bukirasazi (province Gitega), ils ont obtenu entre 1,5kg et 5kgs. Pourtant, le Secrétaire Permanent du Ministère de l'Agriculture avait déclaré que seule la population à faible revenu était autorisée à être servie, en précisant que les commerçants n'étaient pas concernés.

Rappelons que des tonnes en stocks de l'ANAGESA ont pourri suite à la mauvaise conservation et que le Directeur Général a été limogé pour ce motif.

## **V.PHENOMENE RECCURENT DE DESTRUCTION MECHANTE DES CHAMPS DE CULTURES EN PROVINCE KAYANZA**

La destruction des champs de cultures comme acte criminel de vengeance se fait remarquer ces dernières années au Burundi. Le phénomène a été observé dans presque tout le pays et était dirigé contre des présumés ou opposants politiques au régime du parti CNDD-FDD. Les faits suivants relevés semblent se faire entre militants de ce même parti politique.

Dans la nuit du 11 novembre 2022, un champ de maïs en pleine floraison appartenant au chef de colline Kibaribari, commune Gatara, province Kayanza, connu sous le nom de Ildephonse Ndayikengurukiye, a été détruit par des inconnus.

Curieusement, le lendemain du crime, le même cas s'est produit sur la colline Karambi de la même commune, où le champ d'un moniteur agricole situé dans le marais de la rivière Ruvubu a été également détruit.



*Culture de maïs détruites. ©Photo Privé*

Deux semaines avant, deux autres champs de maïs dont celui du chef de colline Munini se trouvant dans le marais de Kiguhu et celui d'un autre cultivateur de la colline Ngoro en cette même commune de Gatara avaient été endommagés.

Dans ce même intervalle de temps, des champs de culture de pomme de terre et de maïs ont été endommagés en commune Muruta sur les collines

Campazi, Nakibari et Mpfunda. La situation préoccupe l'administration locale.

Le conseiller de l'administrateur chargé des questions sociales, culturelles et politiques en commune Gatara a sensibilisé la population menaçant de sanctionner sévèrement la commission de tels crimes.

Dans cette province Kayanza, l'on parle également d'un phénomène inquiétant de cas récurrents dits de suicides. Le Premier Ministre Gervais Ndirakobuca en visite dans cette province avait commandité des enquêtes sur ce phénomène.

## **VI. DES MESURES ADMINISTRATIVES ET DES COMPORTEMENTS INJUSTES QUI AFFECTENT LA SURVIE DES CITOYENS**

L'Administrateur de la commune Kayokwe a décidé que le lait de vaches soit vendu à une seule coopérative où il aurait des actions. En date du 6 novembre 2022, un communiqué public a été lu dans toutes les églises situées dans la commune Kayokwe. Ce communiqué disait que tous les éleveurs de vaches doivent au préalable faire transiter le lait dans un centre de collecte situé sur la colline Musama. Le centre l'achètera à 750 ou 800 Fbu selon le lieu de vente. C'est ce centre qui se chargera ensuite de la vente aux consommateurs à raison de 1000FBu le litre. D'après ce communiqué, les tenants des cafetariats ou restaurants qui servent du lait doivent se faire enregistrer à cette coopérative pour leur approvisionnement.

Les éleveurs ont évidemment très mal accueilli la mesure vue comme voulant monopoliser le commerce de lait dans la commune.

## **VII. EDUCATION NATIONALE : DE L'INSUFFISANCE DES SUBSIDES SCOLAIRES A LA PROBLEMATIQUES DES CLASSES PLETHORIQUES**

### **VII.1. La flambée des prix des produits alimentaires de base affecte l'alimentation des élèves dans les établissements à régime d'internats**

Les établissements scolaires à régime d'internat sont affectés par la flambée des prix des produits alimentaires de base qui se généralise partout dans le pays. Les responsables de ces écoles révèlent qu'ils ne sont plus capables de nourrir convenablement leurs élèves. Les subsides par élève et par jour de 900FBu que le Gouvernement donne à chaque école sont insuffisants. Les directeurs regrettent que ces mêmes subsides ne leur parviennent pas à temps, se trouvant ainsi à la merci des commerçants-fournisseurs. Suite aux dettes envers ces fournisseurs, souvent tardivement remboursées, certains directeurs d'écoles ne sont plus crédibles devant leurs fournisseurs.

Des responsables des établissements secondaires à régime d'internat des provinces du nord du Burundi à savoir Kayanza, Ngozi, Muyinga et Kirundo signalent qu'ils se retrouvent dans l'incapacité de nourrir leurs élèves suite à la montée exagérée des prix des denrées alimentaires sur le marché. Ils ont vainement à maintes fois montré au ministre de tutelle que les subsides de l'Etat sont insignifiants

Tous les responsables scolaires sont inanimés pour demander au Gouvernement du Burundi de distribuer des vivres aux écoles comme il le fait aux militaires et aux policiers dans les camps militaires, ou bien de suspendre purement et simplement le régime d'internat. Beaucoup de ces responsables scolaires craignent que les écoles à régime d'internat risquent de ne pas ouvrir les portes au second trimestre de cette année si le gouvernement ne revoie pas à la hausse les subsides.

Selon le Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique, cette année, le Gouvernement prévoit débloquer plus de 8 milliards de francs Burundais pour restaurer 29 482 élèves internes logés dans 98 écoles à régime d'internat dans tout le pays. Signalons que chaque élève paie son minerval de 45000FBu par trimestre.

## **VII.2. Classes pléthoriques, obstacle à l'enseignement de qualité**

Dans la série des reportages sur les défis qui hantent le secteur de l'éducation, nous avons toujours relevé la problématique des classes pléthoriques qui se remarquent surtout aux premiers cycles des écoles fondamentales.

**En province Makamba**, l'ECOFO Rutoke dans les classes de 3ème et 5èmes années, on y compte au moins 86 élèves qui s'asseyent à 3 ou 4 par banc pupitre. La situation est la même à l'ECOFO Kizingoma où la 4ème année compte 94 élèves qui s'asseyent aussi à 3 ou 4 par banc pupitre. Cette classe est tenue par une enseignante, son bébé au dos. La Direction Communale de l'Education de Makamba n'a pas encore rendu disponibles les bancs pupitres car le marché public a été attribué à un fournisseur incapable, selon des sources au sein de cette direction.

La situation est également alarmante dans la Direction Communale de l'Education en commune Nyanza-lac. Dans certaines classes, on y trouve entre 120 et 130 apprenants par groupe, ce qui embarasse les enseignants dans la dispense des cours.



*Photos de la 4<sup>ème</sup> année de l'ECOFO  
Kizingoma, commune et province  
Makamba. ©Photo Privé*

## VIII. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Le Burundi fait face à une grave crise de leadership. L'autorité au sommet de l'Etat chancèle, piétine et tâtonne. Elle s'affaiblit par des discours qui ne sont pas suivis d'actes concrets. En parallèle au discours de Président Evariste Ndayishimiye qui promettent d'assainir l'économie nationale, la situation sur terrain se dégrade de plus en plus. La misère de la population s'agrandit. La vie devient de plus en plus difficile. Partout dans les provinces, l'absence de l'autorité de l'Etat s'accroît et l'anarchie s'installe lentement mais sûrement.

Les responsables administratifs qui ont dans leur mission le rétablissement de l'ordre et de la paix sont eux-mêmes générateurs du désordre et de l'insécurité. Ils s'impliquent notamment dans des spéculations économiques et dans le détournement de la chose publique se moquant ainsi de l'intérêt général du peuple burundais. C'est cela qui explique la prolifération du marché noir qui frappe pratiquement tous les produits stratégiques en l'occurrence le carburant, le ciment et les boissons BRARUDI.

Pour s'accaparer de toutes les richesses du pays et en vue de contrôler toute l'économie nationale, ils imposent le monopole de l'Etat qui est la source de toutes les souffrances du peuple burundais.

La corruption et les malversations économiques étant érigées en mode de gouvernance, l'Etat n'est plus à mesure d'assurer le financement de l'activité sociale et publique. Il recourt ainsi aux exigences des contributions citoyennes qui sont elles-mêmes parfois détournées.

L'école qui est l'avenir et le devenir de la société est mis dans les moindres des priorités, ce qui explique le plétor des classes et les subsides scolaires insignifiants.

Compte tenu de tout ce qui précède, le FORSC émet les recommandations suivantes :

### **Au Gouvernement du Burundi :**

- De mettre de l'ordre dans le secteur de la commercialisation du ciment BUCECO, du carburant et des produits BRARUDI qui constituent le régulateur des prix notamment des produits alimentaires et certains services ;

- De mettre un terme aux rançonnements et aux exigences de contributions financières qui renforcent le fardeau du citoyen burundais victime de paupérisation sans cesse grandissante ;
- De sanctionner les auteurs des spéculations économiques qui sont à l'origine des flambées vertigineuses des prix des produits alimentaires de base ;
- De suspendre le commerce fait par l'ANAGESA en attendant de repenser son fonctionnement pour l'intérêt de la population et non des services de l'Etat ;
- De punir exemplairement les auteurs des destructions récurrentes des champs de cultures ;
- De mettre hors d'état de nuire des responsables administratifs qui imposent à leurs gouvernés des mesures injustes et dictatoriales ;
- De revoir à la hausse les subsides alloués aux écoles qui ne sont pas à mesure de construire et d'équiper les salles de classes, de nourrir les élèves et d'équiper les dortoirs.